

RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE EN VERCORS

Guy Giraud



La genèse

Pour juger le phénomène de liesse quasi collective qui aboutit à la refondation de la République au Vercors le 3 juillet 1944, il faut s'appuyer sur des faits avérés survenus depuis la décision de mobiliser les forces du maquis prise le 9 juin.

- *Le 24 janvier 1944*, la première réunion du Comité de libération de l'Isère a lieu à Méaudre (réunion dite « de Monaco »). C'est un nouvel état d'esprit constructif qui se crée en dépit de l'expression de divergences de points de vue.

- *Le 13 juin*, le maquis repousse la première attaque allemande à Saint-Nizier. Le 14 juin, un parachutage d'armes a lieu à Méaudre. Même si la deuxième attaque de la 157^e DR du 15 juin est décisive, la Résistance a psychologiquement marqué les esprits, d'autant que les Allemands n'exploitent pas leur succès, sauf quelques patrouilles vers Villard-de-Lans.

- *Le 25 juin*, un autre parachutage est réalisé à Vassieux.

- En cette fin de juin, le rythme des missions interalliées se développe : la mission *Eucalyptus*, nuit du 28 au 29 juin, le commando américain (*Operational Group*), la mission du capitaine Tournissa (*Paquebot*). Cette dernière, annoncée fin juin, a en charge l'aménagement d'une piste d'atterrissage à Vassieux.

Le sentiment général du Plateau est donc que quelque chose d'imminent se prépare et menace les communications allemandes de part et d'autre du massif. Le Vercors, « libéré » jusqu'aux marches du Diois, suscite à la fois allégresse et inquiétude. Allégresse, car les Allemands s'abstiennent d'agir sur le Massif, jusqu'au 21 juillet ; inquiétude aussi, affichée en particulier par F. Huet (*Hervieux*). La citadelle imprenable fait toujours figure de référence, même s'il ne demeure guère de responsables militaires pour y croire réellement.

Les principaux acteurs

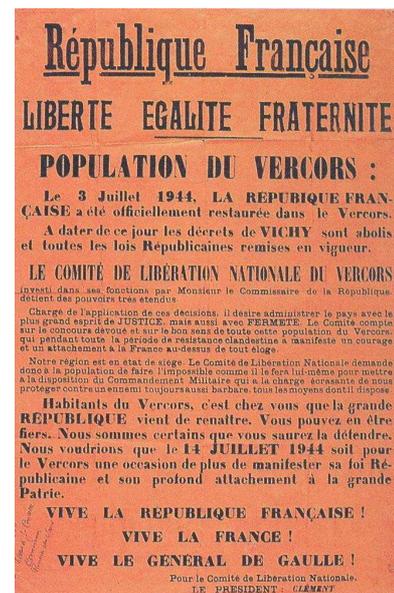
Yves Farge, Commissaire de la République pour la Région R1 (Lyon) préside une importante cérémonie à Die et parcourt le Massif avec un optimisme marqué.

E. Chavant (*Clément*), F. Huet (*Hervieux*), R. Costa de Beauregard (*Durieu*), N. Geyer (*Thivollet*), P. Tanant (*Colonel Pierre*), dans les domaines civil et militaire, chacun pour ce qui le concerne, organisent les services publics et les unités militaires en dehors des règles régissant l'État Vichyssois.

La république au Vercors

La proclamation officielle de la République est datée du 3 juillet, jour de l'organisation d'une prise d'armes à Saint-Martin-en-Vercors en l'honneur d'Y. Farge. Une affiche, rédigée par E. Chavant, au nom du Comité de libération nationale du Vercors (CLNV) annonce la restauration de la République française et l'abrogation des lois de Vichy.

Cette restauration ne préjuge en rien de ce que sera la république après la Libération, si ce n'est que ce ne sera pas la reconduction de la III^e République. L'anticipation de ce que serait cette nouvelle république occupe les esprits.



Les actions entreprises

Il s'est agi de « faire vivre » la population et de réorganiser le maquis après la période des camps.

La mise en place des services publics

E. Chavant est assisté de deux sous-préfets : Raymond Tézier (*Dumont*), installé à la Balme-de-Rencurel, pour la zone Nord, Benjamin Malossane, installé à la Chapelle-en-Vercors, pour la zone Sud. Les décisions prises sont marquées par le souci d'assurer la continuité de l'État. La Chapelle-en-Vercors devient un centre administratif et Saint-Martin, le siège de la gouvernance civile et militaire. Le but est de rétablir une administration civile indépendante de celle de Vichy.

Cette administration est en fait soumise à l'autorité militaire pour ce qui concerne la préparation de la défense du massif verrouillé depuis le 9 juin, hors Saint-Nizier, occupé par les Allemands.

La priorité est d'assurer le ravitaillement de la population et des quelques 4 000 maquisards mobilisés. Des commissions de ravitaillement sont à l'œuvre pour organiser les échanges avec l'extérieur. Des critères stricts de rationnement sont fixés.

La sécurité exige un service de censure du courrier et des déplacements des personnes. Cette mission est confiée à Vincent-Beaume, arrivé le 10 juin et mandaté par F. Huet.

La justice est tournée vers les collaborateurs et les suspects. Le 14 juin est installé à la Chapelle-en-Vercors le Tribunal militaire du Vercors (TMV). Il est composé de deux officiers qui ont fait des études de droit, les lieutenants Meyer et Lipschitz, renforcés par E. Revol. Trois miliciens sont condamnés et fusillés à Vassieux. Dissous, le TMV est remplacé par une Commission d'enquête, un Conseil de guerre prenant le relais.

À la suite du TMV, un « *camp de concentration* » (camp de prisonniers) est aménagé le 23 juin dans la colonie de vacances des Auboyneaux, près de la Chapelle-en-Vercors, puis transféré à Loscence le 20 juillet.

La communication : le Vercors a son journal, le *Vercors libre* (quatre numéros), suivi du *Petit Vercors* (deux numéros). Initié par Vincent-Beaume, L. Ferrol en est l'organisateur et A. Coste l'éditorialiste.

Les liens avec l'extérieur : les équipes radio installées à la Britière sont sous les ordres de R. Bennes (*Bob*). Le trafic concerne Alger et Londres.

Le service de santé comprend :

Un hôpital chirurgical installé à Saint-Martin-en-Vercors, le médecin-chef est le docteur Fernand Ganimède, son adjoint le médecin-capitaine Fisher (*Ferrier*) ; l'équipe est constituée d'un pharmacien et d'un aide pharmacien, de huit infirmières, d'un gestionnaire et du personnel des services généraux.

Un hôpital médical aménagé dans un village voisin, à *Tourtre*, avec un médecin-lieutenant et un médecin-auxiliaire.

Bataillon ou régiment sont pourvus, chacun, d'une équipe de deux médecins en charge de l'organisation de sept postes de secours avancés.

L'organisation des unités combattantes

L'agrégation des camps du Plateau au sein d'unités homogènes de tradition répond à deux préoccupations :

Fixer une définition pyramidale du commandement facilitant la transmission des ordres et le recueil des demandes et renseignements émanant des trentaines, sections, pelotons ou escadrons.

Chercher à créer « *un esprit de corps* », en retrouvant les appellations et les unités militaires traditionnelles, et l'organisation interne d'un état-major. Le commandement applique un concept bien connu des militaires, qui fédère les combattants sous un drapeau ou un fanion unique. Ainsi sont créés les bureaux propres au fonctionnement d'un état-major (1^{er} pour la gestion des effectifs, 2^e pour le recueil et l'analyse du renseignement, 3^e pour l'instruction, l'entraînement et l'élaboration des plans d'opérations et les liaisons radios, 4^e pour la logistique, les transports et l'intendance), les 6^e, 12^e et 14^e BCA, le 11^e Cuir., le 4^e Génie. Rappelons la présence de la section de cinquante « Sénégalais », en charge de la protection du poste de commandement.

Le cérémonial militaire, souvent décrié du fait de l'ambiance « maquis » voire « guérilla », est un facteur de cohésion des unités.

Ambiance générale

Ces 18 jours de Liberté, si la date du 3 juillet est retenue comme point de départ, ont laissé des traces sur le Plateau.

L'effervescence qui règne aux PC civil et militaire du Vercors peut sembler à certains quelque peu irréaliste alors que la menace allemande est omniprésente autour du massif et à Saint-Nizier. La population est à la fois enthousiaste mais aussi dubitative quant aux conséquences inévitables d'une réaction allemande. Les relations entre civils et militaires sont parfois tendues. La Résistance en Isère admire la ferveur ambiante tout en estimant très risquée l'entreprise engagée au Vercors.

Ailleurs, il y eut aussi « des temps et un espace de Liberté » : en Ubaye (04), début juin, pendant trois jours, la population vécut aussi des heures de bonheur avant que les Allemands ne réagissent violemment et ne brûlent les villages de la haute vallée. Dans l'Ain, en août 1944, Romans-Petit tente de relancer les services publics de Nantua. Son adversaire politique sera Y. Farge.

L'attaque allemande du 21 juillet met fin à cette aventure éprise de Libertés retrouvées pendant ces trois semaines de juillet 1944.